

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 123 (1978)
Heft: 4

Artikel: Finances fédérales et dépenses militaires
Autor: Kälin
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-344139>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 16.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Finances fédérales et dépenses militaires

La page du président central de la SSO, colonel Kälin

Deux fois successivement, notre peuple a été appelé à se prononcer sur des objets liés directement ou indirectement aux finances fédérales et aux dépenses militaires. Dans les deux cas, le verdict fut net et le peuple a clairement fait savoir au gouvernement et au parlement ce qu'il voulait d'eux.

Le rejet du « paquet financier », d'abord, signifiait que la Confédération était engagée à mettre de l'ordre dans son « ménage » en faisant des économies et en accroissant la productivité; c'est à cette condition que le citoyen pourrait se déclarer disposé à payer davantage d'impôts. Quant au rejet massif de l'initiative dite de Münchenstein sur le service civil, on doit le considérer comme une manifestation d'attachement à la défense nationale. C'est aussi une indication significative sur l'attitude du Souverain à propos des dépenses militaires.

L'augmentation du budget militaire par rapport au revenu national et aux dépenses totales de la Confédération est restée plus que modeste. Il faut savoir que nous allons rapidement vers un « trou » manifeste dans les investissements d'armement. On doit, en outre, craindre sérieusement que certains groupements politiques ne se mettent à exiger véhémentement que les économies se fassent surtout dans le domaine militaire.

On ne saurait admettre pareille politique. C'est d'ailleurs une politique de ce genre qui, pratiquée entre les deux guerres, a exposé le pays à ne se rendre compte que tard — presque trop tard — qu'un armement efficace ne peut être acquis que moyennant beaucoup d'argent et de longs délais. Il fallut alors se procurer l'argent d'urgence au moyen d'un emprunt massif, et un sort propice nous gratifia en justesse du temps nécessaire pour rattraper le retard. Qu'en est-il aujourd'hui?

Ne devrions-nous pas envisager un effort financier exceptionnel pour acquérir les matériels qui nous manquent et pour rétablir l'équilibre entre les dépenses de fonctionnement et les acquisitions?

Dans l'économie et les transports, les machines et engins de tous genres deviennent de plus en plus chers, mais ils produisent aussi nettement davantage, tout en exigeant un effort moindre de l'homme. Dans le domaine militaire, on s'aperçoit aussi, à chaque acquisition nouvelle,

que les matériels accroissent de façon toujours plus sensible notre puissance défensive... mais ils sont aussi à chaque fois plus onéreux et leur acquisition exige des délais de plus en plus longs. Il semble donc urgent d'examiner sous la loupe notre conception générale, car il faut savoir qu'une volonté de servir et même une volonté de sacrifice ne peuvent pas produire tous leurs effets quand l'armement est désuet. Nous ne pouvons tolérer un déséquilibre entre la volonté et les moyens et rien ne nous y contraint.



